

Le patron de deux cliniques marseillaises interpellé

Bruno Thiré, dirigeant de Beauregard et Vert-Côteau, sera jugé pour fraudes à la sécurité sociale.

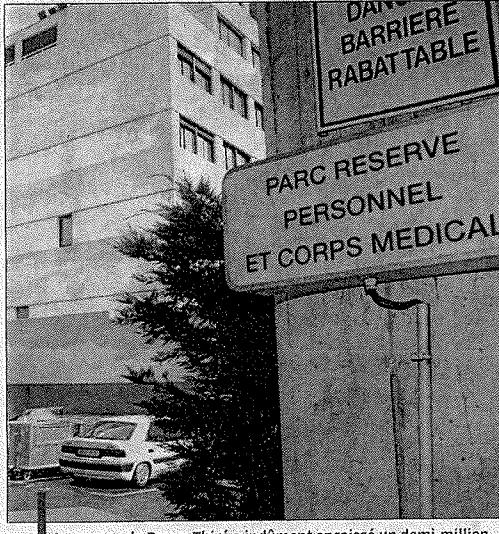
C'est la caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) du Var qui a mis au jour le système de fraudes massives qu'a aurait mis en place Bruno Thiré, le patron du groupe d'intérêt économique Sainte-Marguerite, propriétaire de cinq cliniques varoises et de deux hôpitaux privés de Marseille, Beauregard et Vert-Côteau, tous deux implantés dans le 12^e arrondissement.

Après des semaines d'une enquête menée par la Police judiciaire de Toulon, l'homme a été interpellé mardi, interrogé pendant près de 48 heures et finalement placé sous contrôle judiciaire. Il sera jugé le 12 octobre prochain devant le tribunal correctionnel de Toulon. "Cette lutte contre les fraudes sociales no-

"Cette lutte contre les fraudes sociales est fléchée par l'Etat."

tamment est vraiment fléchée par l'Etat donc la réponse de la justice se veut rapide et à la hauteur du préjudice qui s'élève à environ 500 000 euros", détaillait hier un enquêteur.

En effet, grâce à et selon nos informations, environ 4000 actes émis par deux de ses cliniques varoises et surfacturés à la sécurité sociale, le groupe de Bruno Thiré, qui ne se serait



Le groupe de Bruno Thiré a indûment encaissé un demi-million d'euros. /PHOTO ARCHIVES

pas enrichi personnellement, a indûment encaissé un demi-million d'euros. Les pénalités réclamées par la "sécu" devraient s'élever au double...

"Pour l'heure, il est le seul à avoir été inquiété. Certes, si les médecins n'en avaient à priori pas connaissance, sa comptabilité était sans doute au courant de cette manœuvre frauduleuse, assurait un proche de l'affaire,

mais cet homme, que l'on connaît bien, est brillant et gère son business d'une manière très centralisatrice, rien ne se fait sans son aval".

Contacté hier par *La Provence*, Bruno Thiré n'a pas souhaité s'exprimer. Ce quinquagénaire est connu à Marseille comme le "sauveur" de l'hôpital privé Beauregard, que son groupe a racheté en 2013 alors que cet

"Cet homme est brillant et rien ne se fait sans son aval."

établissement du 12^e, l'une des plus grosses cliniques (et maternité) privées de Marseille, était menacée de démantèlement par son ancien propriétaire, la Générale de Santé.

In extremis, le groupe Sainte-Marguerite, qui possède aussi la clinique Vert-Côteau avait fait une offre de rachat, dans le cadre d'un projet de fusion des deux établissements. Ce "mariage", fortement encouragé par la communauté médicale de Beauregard et par la municipalité, avait été scellé à l'hôtel de Ville. Le groupe varois, qui possède aussi une clinique à Hyères, deux à Toulon, une à La Ciotat, était ainsi passé à la catégorie supérieure, en acquérant un établissement représentant la moitié de son activité.

Hasard du calendrier, cette opération revient ce lundi dans l'actualité marseillaise, avec le vote, en conseil municipal d'un rapport aménageant la cession par la Ville d'un terrain, situé au Bd Louis Armand (12^e), où le couple Beauregard/Vert-Côteau souhaitait déménager pour développer ses activités, dans des bâtiments tout neufs...

Romain CAPDEPON et Sophie MANELLI

MEETING RÉGIONAL

Une rentrée offensive pour la CGT



Des centaines de militants avaient fait le déplacement de toute la région pour assister au grand rassemblement de rentrée. /PHOTO

Ce n'était pas vraiment une rentrée pour la Confédération générale du travail (CGT). Face au contexte social tendu, l'organisation syndicale l'affirme, elle n'a pas pris de vacances cet été. Hier, lors de son meeting régional des centaines de militants, drapeaux rouges et mégaphones à la main, se sont réunis au palais des Congrès du parc Chanot (8^e). Une salle enflammée a accueilli les différents représentants syndicaux sur l'estrade. Rappel des dernières grandes luttes salariales (Sanofi, les ex-Fralib, Delta Security Vaucluse), discours à charge contre une gauche soumise au Medef, dégâts du pacte de responsabilité, Grèce et migrants... Un inventaire critique de l'actualité économique et politique. Avec dès les premières minutes, une dénonciation acerbe de la politique d'austérité régionale. "C'est nul, chômage en masse. Sur 5 millions d'habitants, compte 1,9 million de salariés 450 000 chômeurs", a rappelé Gilles Fournel, le secrétaire général sous une salve d'applaudissements. Le ton donné Maxime Picard, secrétaire à l'Union départementale, critiqué des "lois réactionnaires" comme celle de sécurité de l'emploi, le projet de santé, la loi Macron et Réformes. Au sujet des migrants, "drame insupportable", la misère dans les camps, l'invasion, "Ils représentent 0,1 % des Européens". Hier, la mobilisation était bleue. Depuis le départ de Jean-Louis Lepaon, la CGT a perdu plus de 50 000 adhérents.